

Conseil des hautes écoles
A l'attention de Madame Isabella Brunelli
Par Email isabella.brunelli@sbfi.admin.ch

Berne, le 17 avril 2020

Procédure de consultation sur l'Ordonnance du Conseil des hautes écoles sur l'admission aux hautes écoles spécialisées

Madame,

Le Conseil suisse d'accréditation (CSA) a bien reçu le projet d'Ordonnance d'admission aux HES et remercie le Conseil des hautes écoles de l'avoir associé à cette consultation.

Après lecture du projet et examen de son contenu, la Présidence du Conseil suisse d'accréditation salue le projet de transposition des règles actuelles d'admission transitoires dans un projet d'ordonnance et la décision de charger swissuniversities d'élaborer une proposition pour régler l'admission aux études HES dans le domaine de la santé.

Les questions d'admission aux cursus des HES concernent directement le CSA, dans la mesure où elles sont évaluées dans le cadre de l'accréditation institutionnelle (art. 4 al.1 let. c Ordonnance d'accréditation LEHE). La Présidence du CSA se pose toutefois la question de savoir si la liste des domaines d'études (art. 1 al. 1 let a du projet d'ordonnance) se veut exhaustive. Conjointement avec l'Agence suisse d'accréditation et d'assurance qualité, nous avons évoqué dans notre lettre du 13 juin 2019 en réponse à la consultation sur le projet d'Ordonnance sur la coordination de l'enseignement dans les hautes écoles suisses, qu'il ne semble pas clair à l'heure actuelle si des titres réservés aux hautes écoles universitaires (art. 11 de ladite ordonnance) peuvent être proposés sous forme dérivée (p.ex. Bachelor of Arts in Law) dans une école de type HES. Cette question est, semble-t-il restée sans réponse et se pose, à notre avis, eu égard à la liste des domaines d'études dans l'art. 1 du projet d'Ordonnance sur l'admission aux HES.

Il nous semble, par ailleurs, intéressant de clarifier pour tous les acteurs concernés, si la référence dans le rapport explicatif aux documents de swissuniversities concernant les « bonnes pratiques » en matière d'admission aux bachelors des HES doit être comprise au sens d'un renvoi « contraignant » et le cas échéant « dynamique » valable pour toutes les HES, y compris les HES privées. Auquel cas, cette référence pourrait être plus explicite, à notre sens.

Nous regrettons que le rapport explicatif ne thématise pas une seule fois l'Ordonnance sur la coordination de l'enseignement dans les hautes écoles suisses, celle-ci traitant également des questions d'admission aux études de bachelor (art. 6 de ladite ordonnance). Il nous paraît en effet pertinent de clarifier l'exhaustivité de la section 3 (conditions d'admission supplémentaires)

eu égard à l'art. 6 al. 3 de l'Ordonnance sur la coordination de l'enseignement dans les hautes écoles suisses pour ce qui concerne les programmes des HES.

Enfin, nous insistons sur l'importance de l'expérience du monde du travail requise pour les détenteurs et détentrices de la maturité gymnasiale en vue de l'admission dans les HES, qui permet de distinguer les voies dans les hautes écoles de type HES de celles dans les hautes écoles de type universitaire. A ce sujet, la Présidence du CSA a pris note de la décision du Conseil fédéral de prolonger l'expérience pilote des filières « bachelor intégrant la pratique » dans les HES pour certaines branches d'études jusqu'à la rentrée 2025 comprise. La Présidence du CSA s'interroge dès lors sur le caractère particulier de cette exception qui ne contribue pas à la clarté permettant de distinguer les différents types des hautes écoles.

En vous remerciant d'avance pour l'attention portée à ces lignes, nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations les meilleures.

Pour la Présidence du Conseil suisse d'accréditation



Pr Dr Jean-Marc Rapp, Président